

Plan d'action pour la gestion de la chenille légionnaire d'automne de Madagascar, Avril 2018.



KEY

- | | |
|-----------------------|-------------------------|
| 1. Diana | 12. Atsinanana |
| 2. Sava * | 13. Analanjirofo |
| 3. Itasy * | 14. Amoron'i Mania * |
| 4. Analamanga * | 15. Matsiatra Ambony |
| 5. Vakinankaratra | 16. Vatovavy-Fitovinany |
| 6. Bongolava * | 17. Atsimo-Atsinanana |
| 7. Sofia | 18. Ihorombe |
| 8. Boeny | 19. Menabe * |
| 9. Betsiboka | 20. Atsimo-Andrefana |
| 10. Melaky | 21. Androy |
| 11. Alaotra-Mangoro * | 22. Anosy |

Contexte

Depuis l'apparition de la chenille légionnaire d'automne (CLA), *Spodoptera frugiperda*, un ravageur alimentaire transfrontière et multi-plante, détecté pour la première fois en Afrique, le ravageur a continué à étendre son aire géographique et sa présence a été détectée pour la première fois à Madagascar en début novembre 2017. Le Gouvernement Malgache a demandé l'assistance technique de la FAO pour lutter contre ce ravageur. En réponse au rapport, la FAO a organisé une mission dans le pays (du 1 au 14 mars 2018) pour obtenir des informations détaillées sur la prévalence du ravageur dans les zones les plus probables, pour examiner les risques et formuler des recommandations sur la stratégie nationale de gestion de la CLA pour la mise en œuvre dans l'immédiat et à moyen terme. Les évaluations de la prévalence de la CLA ont été réalisées dans 7 des 22 régions du pays: Alaotra-Mangoro, Amoron'i Mania, Analamanga, Bongolava, Itasy, Menabe et Sava. La CLA s'est avérée être présente dans toutes les régions. La prévalence était la plus élevée (74-94%) à Analamanga et Amoron'i Mania et la plus faible (49,9-61,6%) à Alaotra-Mangoro, Itasy et Bongolava. Son incidence au moment de l'échantillonnage était la plus élevée à Analamanga (67,9%), à Amoron'i Mania (61,4%) et à Itasy (46,8%). Les densités larvaires au champ étaient les plus élevées à Analamanga, Amoron'i Mania et Menabe, chaque plante échantillonnée ayant au moins 1 larve.

Outre la présence de la CLA, l'enquête a également établi la présence d'autres organismes nuisibles dans le système de production. En raison de sa propagation dans le reste de l'Afrique, il est supposé que la CLA est présente dans le reste de l'île.

Les zones de culture du maïs qui subissent l'infestation de CLA souffrent également de niveaux de vulnérabilité élevés en raison de la fréquence des risques tels que les cyclones, les inondations et les sécheresses. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle est courante dans ces régions. L'impact de la CLA pourrait avoir un effet multiplicateur sur la situation alimentaire et nutritionnelle déjà précaire dans ces zones. Des efforts concertés avec une dimension multipartite sont nécessaires pour aider le Gouvernement et les agriculteurs à répondre à la CLA afin de sauvegarder la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens de subsistance de nombreux ménages agricoles. Étant donné la nature transfrontalière et le besoin de cohérence entre les acteurs répondant à la menace de la CLA, la SADC et l'Union africaine ont demandé à la FAO de coordonner les efforts de contrôle et de gestion de la CLA. Un cadre de gestion de la CLA a été développé par la FAO pour guider les actions de gestion de la CLA. La FAO a également publié un guide sur la lutte antiparasitaire intégrée pour les agriculteurs dans les systèmes de maïs.

La FAO souhaite soutenir le Gouvernement Malgache et les agriculteurs qui risquent d'être affectés à travers la formulation d'un plan d'action national aligné sur le cadre de gestion coordonné de la FAO et les recommandations de l'enquête de Madagascar sur la prévalence de la CLA du 1er au 14 mars 2018.

Justification de l'action

Étant donné que la CLA constitue une grave menace pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle principalement des petits exploitants agricoles à Madagascar, il est urgent de renforcer les capacités institutionnelles du Gouvernement afin d'aider les agriculteurs à gérer efficacement le ravageur. La nécessité d'agir maintenant pour assurer une réponse efficace et rapide à la menace de la CLA est soulignée par le fait que Madagascar est déjà vulnérable à un certain nombre de risques, tandis que la productivité et les niveaux de production sont encore relativement bas. La sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ménages agricoles devraient être protégés en augmentant la capacité des agriculteurs à réduire les pertes de rendement causées par le ravageur. Bien qu'aucune évaluation n'ait été faite pour déterminer l'impact des CLA sur les rendements à Madagascar, les taux d'infestation

atteignant 100% ont entraîné des pertes de rendement de 65,2% dans la province de Maputo au Mozambique, tandis que 96% al. 2017). Dans l'ensemble de l'Afrique, les pertes de rendement de maïs de 8,3 (21,3%) et 20,6 (52,8%) tonnes par an de production totale attendue, correspondant à des pertes comprises entre 2,5 et 6,1 milliards de dollars EU par an, sont attendues (CABI Note, septembre 2017). En l'absence d'approches alternatives, les agriculteurs malgaches devront dépendre de pesticides synthétiques pour gérer le ravageur. Cela s'avérera coûteux pour les principaux agriculteurs de subsistance. L'utilisation non guidée des pesticides est non seulement coûteuse, mais elle pose également des risques pour la santé humaine et l'environnement. La CLA serait également résistante à certains produits pesticides courants. Compte tenu de ces complexités, il est nécessaire de veiller à ce qu'un certain nombre de mesures soient prises d'urgence pour soutenir les agriculteurs et le Gouvernement. Suite à la demande d'assistance de la FAO, un plan d'action chiffré sur deux ans a été élaboré mettant en évidence les principaux domaines d'intervention qui assureront une réponse et une gestion efficace du ravageur grâce à la lutte intégrée contre les ravageurs (IPM) à travers les champs écoles paysans (CEP) et d'autres méthodes de vulgarisation appropriées.

Portée, approche et objectif

Des actions à court terme seront mises en œuvre sur une période de 12 mois, tandis que la phase court à moyen terme sera mise en œuvre sur une période de 24 mois et fournira une base pour une intervention à plus long terme pour la gestion des CLA à Madagascar.

Bénéficiaires, parties prenantes, stratégie et méthodologie

Les principaux bénéficiaires seront les petits agriculteurs et leurs ménages dans les zones ciblées de Madagascar ainsi que les travailleurs agricoles et les petits commerçants dont la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance dépendent de l'agriculture et de ses chaînes de valeur. Les principales parties prenantes seront les institutions gouvernementales, les agriculteurs, les ONG, le secteur privé ainsi que les institutions académiques et de recherche.

La FAO fournira un appui technique et de coordination au Gouvernement qui sera le partenaire principal. L'intervention impliquera également la collaboration avec des ONG et des organismes de recherche. Le cas échéant, elle s'appuiera sur les projets, les interventions, les approches et les synergies existants.

Plan d'action

Plan d'action immédiat / à court terme

Soutien aux mécanismes de coordination nationale de la CLA - USD 68 000

Cette activité soutiendra un mécanisme d'échange de connaissances et de compétences entre le Gouvernement et les autres parties prenantes. Le fait que l'ONPV ait encore une faible capacité à traiter la CLA alors que plusieurs membres du personnel ont participé à tous les ateliers et formations organisés en Afrique depuis février 2016 peut indiquer l'insuffisance de la coordination nationale. La coordination nationale rassemblera le DPV, le FOFIFA, la DNVA, les ONG, le CIRAD et d'autres parties prenantes afin de garantir une approche cohérente pour répondre aux ravageurs.

Cartographier les parties prenantes nationales - USD 23000

Cela se fera à travers une manifestation d'intérêt national et une analyse documentaire des parties prenantes existantes et fournira un audit de qui fait quoi, de manière à permettre une utilisation efficace des ressources et le partage des compétences et des connaissances. Grâce à des comparaisons d'avantages comparatifs, les rôles principaux peuvent être identifiés; la recherche fondamentale sur la biologie et l'écologie du ravageur (probablement FOFIFA et universités), les enquêtes sur les ennemis naturels (FOFIFA), l'élevage de masse (à des fins de recherche) de FAW (FOFIFA), les essais d'évaluation de l'efficacité des pesticides et surveillance de la résistance aux insecticides (FOFIFA, entreprises, universités), la production de matériels de sensibilisation (DPV, FOFIFA), etc. À long terme, une telle approche permettra également de combler plus facilement les lacunes créées par l'attrition du personnel, en particulier au sein du gouvernement.

Sensibilisation et communication – USD 64 000

Des campagnes de sensibilisation à l'échelle nationale seront entreprises comme en Afrique continentale. Cela se fera en utilisant diverses plates-formes (presse écrite, brochures, radio, télévision et médias sociaux) qui devraient être déployées dans l'ensemble du pays de toute urgence dans les principales langues locales ainsi qu'en français. Outre le renforcement des capacités des agriculteurs, la campagne peut également aider à accélérer la collecte des données sur la prévalence et la distribution spatiale des CLA nécessaires à la base de données nationale.

Évaluations d'impacts – USD 76 000

Le plan d'action envisage la réalisation continue d'évaluations d'impacts socio-économiques dans les principales régions de production de maïs et de riz dans les zones de prévalence afin de déterminer l'impact de la CLA sur les rendements, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens de subsistance. Les évaluations d'impacts détermineront également les pratiques utilisées par les agriculteurs pour lutter contre le ravageur ainsi que les répercussions sur l'environnement résultant de l'utilisation de pesticides.

Mise en place d'un système d'alerte précoce et de suivi des CLA Madagascar - USD 87 000

Comme l'a montré l'épidémie et la propagation rapide des CLA à Madagascar, le pays dispose de capacités limitées en matière de surveillance des ravageurs transfrontières, de surveillance, de détection précoce, de partage d'informations et de réponse rapide à de telles menaces. Ce plan d'intervention comblera cet écart grâce à la mise en place d'un système de surveillance et d'alerte précoce de la CLA. Le système fournira des données géo référencées sur les populations d'organismes nuisibles afin d'alerter les agriculteurs et autres parties prenantes d'être sur leurs gardes en termes de repérage dans des zones spécifiques. Il sera basé sur un réseau de pièges à phéromones et utilisera une application mobile. Des pièges supplémentaires seront achetés pour compléter ceux déjà achetés par la FAO. En outre, des moniteurs de terrain CLA seront formés et dotés des téléphones pour la transmission des données. Ces derniers se chargeront de télécharger des données en utilisant les téléphones.

Gestion des CLA et réduction des risques liés aux pesticides - USD 40 000

Cela visera à (i) Préconiser et éliminer l'utilisation de pesticides extrêmement dangereux (HHP) par les agriculteurs ou les Gouvernements contre les CLA; (ii) promouvoir l'examen et l'harmonisation de l'homologation des pesticides afin de s'assurer que les pesticides hautement dangereux ne soient pas homologués et que les biopesticides appropriés soient homologués pour utilisation contre les CLA; (iii) Fournir des informations mises à jour sur l'efficacité des insecticides chimiques pour la CLA; (iv)

Compiler les concepts clés et les messages pour la formation et les communications des agriculteurs;
(v) Échanger et adapter les expériences et les connaissances des Amériques.

Suivi et évaluation USD 75000

Un cadre de suivi basé sur les résultats sera développé pour assurer un suivi systématique du projet en utilisant le cadre logique standard de la FAO.

Communication et visibilité USD 45 000

L'intervention développera une stratégie de communication qui guidera les produits de communication et de visibilité qui mettront en évidence les résultats du projet

5.2.2 Actions à court et à moyen terme

Renforcer les capacités des institutions gouvernementales pour soutenir les agriculteurs grâce à une gestion efficace des CLA – USD 335 000

Le plan d'action soutiendrait la formation du personnel gouvernemental dans la gestion de la CLA, la biologie et l'écologie des CLA ainsi que les stratégies de lutte intégrée. Il permettra également de renforcer les capacités du personnel de vulgarisation dans les la gestion intégrée de la CLA et les champs écoles paysans. L'intervention appuiera également les institutions gouvernementales concernées (DPV, FOFIFA, SRAPV et DNVA) dans l'acquisition des équipements et des consommables essentiels.

Formation des agriculteurs – USD 380 000

Le secteur agricole à Madagascar est dominé par les petits agriculteurs dont les activités agricoles ne sont pas mécanisées. La gestion efficace des CLA ou de tout autre ravageur transfrontière exige que les capacités de ces agriculteurs soient renforcées par une formation intensive dispensée par des agents de vulgarisation et/ou à travers des Champs écoles paysans (CEP). Certaines stratégies de gestion intégrée de la CLA peuvent être mises en œuvre à moyen terme. Les stratégies de gestion intégrée qui ont besoin d'être considérées sérieusement pour contrôler la CLA à moyen terme comprennent l'introduction de la variété de maïs Bt, la cueillette à la main, les stratégies "push pull", la promulgation des dates spécifiques pour la plantation, les "périodes mortes", etc. Madagascar est trop vulnérable par rapport au continent africain où quelques-unes des stratégies proposées ne marcheront pas dues à la masse de terre contiguë. Le fait que le Madagascar soit une île peut faciliter la mise en œuvre d'une stratégie spécifique à travers tout le pays à un moment particulier de l'année quand la population du ravageur est aussi à son plus faible niveau. La distance entre Madagascar et le continent (430 kms à son plus étroit) est assez longue pour que, à court terme, les papillons nocturnes de l'Afrique ne puissent pas traverser rapidement et compenser les nombres qui diminuent due à l'existence de mesure de contrôle mise en place à travers toute l'île.

Coordination et appui technique USD 397 000

L'intervention fournira un appui dans la gestion et la coordination pour assurer l'atteinte des résultats escomptés pour la mise en œuvre.

Budget total: 1 635 000 USD